

Zeitschrift: Revue Militaire Suisse
Herausgeber: Association de la Revue Militaire Suisse
Band: 144 (1999)
Heft: 12

Artikel: Brigades blindées suisses : pourquoi changer une équipe qui gagne?
Autor: Vautravers, Alexandre
DOI: <https://doi.org/10.5169/seals-348767>

Nutzungsbedingungen

Die ETH-Bibliothek ist die Anbieterin der digitalisierten Zeitschriften. Sie besitzt keine Urheberrechte an den Zeitschriften und ist nicht verantwortlich für deren Inhalte. Die Rechte liegen in der Regel bei den Herausgebern beziehungsweise den externen Rechteinhabern. [Siehe Rechtliche Hinweise.](#)

Conditions d'utilisation

L'ETH Library est le fournisseur des revues numérisées. Elle ne détient aucun droit d'auteur sur les revues et n'est pas responsable de leur contenu. En règle générale, les droits sont détenus par les éditeurs ou les détenteurs de droits externes. [Voir Informations légales.](#)

Terms of use

The ETH Library is the provider of the digitised journals. It does not own any copyrights to the journals and is not responsible for their content. The rights usually lie with the publishers or the external rights holders. [See Legal notice.](#)

Download PDF: 11.05.2025

ETH-Bibliothek Zürich, E-Periodica, <https://www.e-periodica.ch>

Brigades blindées suisses

Pourquoi changer une équipe qui gagne?

En 1995, la conception des divisions mécanisées, lourdes et finalement peu mobiles, a été abandonnée en Suisse au profit de groupements de combat autonomes plus petits et plus mobiles. Contrairement aux divisions de campagne, dotées de gros effectifs mais couvrant un terrain limité, ces brigades sont en mesure d'intervenir sur l'ensemble du territoire. Sur le plan de l'organisation et de l'engagement, elles préfigurent l'armée de demain. Nos cinq brigades blindées sont encore jeunes. En 2003, elles auront accompli leur quatrième cours de répétition ! Un «lifting» est-il déjà nécessaire?

■ Lt Alexandre Vautravers

Plusieurs considérations entrent en ligne de compte pour façonner les formations mécanisées de l'Armée XXI. Le contexte international, les zones de tension et l'image de la menace n'ont pas radicalement changé depuis 1990. Aussi diversifiées que seront les missions confiées demain à notre armée, celles-ci incluront nécessairement, sous une forme ou une autre, la dissuasion et la défense du territoire. La baisse des effectifs aidant, celles-ci ne pourront cependant plus être assurées par des formations statiques; elles devront donc être assumées par une forte composante mobile, c'est-à-dire mécanisée.

Organisation, matériel, engagement et instruction

De tous temps, l'introduction de nouvelles technologies et de nouveaux matériels a nécessité des adaptations tactiques. De la

même manière, les moyens de conduite modernes doivent impérativement alléger les structures de commandement et les rendre enfin mobiles.

L'organisation des formations mécanisées est particulièrement tributaire des crédits disponibles. Les récentes décisions de mise sous cocon d'une partie du matériel de guerre et la rotation d'une faible quantité d'équipements destinés à l'instruction offrent dans ce domaine de nouvelles opportunités. L'introduction de nouveaux matériels peut désormais débiter plus tôt et à moindre coût, avant même l'achèvement complet de la phase de production¹.

Les équipements lourds, sophistiqués et coûteux des unités mécanisées nécessitent des infrastructures d'instruction performantes, un entraînement adapté et des terrains d'exercice à leurs mesures. Ces conditions ne sont aujourd'hui réalisables dans notre pays qu'au prix de sacrifices importants: des coûts élevés et de nombreux compro-

mis techniques. La simulation ne remplace pas la pratique et elle ne permet pas d'acquérir le sens du terrain. Dans de telles conditions, une instruction convenable exige des chefs une organisation fastidieuse et une certaine audace.

Dans le domaine de l'armement comme de l'instruction, la Suisse ne peut guère prétendre à l'autarcie. Il faut donc compter avec davantage de coopération internationale. Nous sommes en mesure d'offrir des stages techniques de qualité, en contrepartie de l'entraînement de nos cadres et de nos unités à l'étranger.

Comparaison Suisse/OTAN

Ainsi que le montrent les différents ordres de bataille que nous avons retenus, la taille et l'organisation des brigades étrangères obéissent à un certain nombre de critères nationaux et techniques. Nous soulignons ici ces caractéristiques fondamen-

¹ Pour mémoire: les premières unités ont reçu le char Léopard en 1987 (Pz Bat 12), alors que les dernières ont dû attendre 1993 (Pz Bat 13 et 29).

tales, en comparaison avec les choix faits en Suisse.

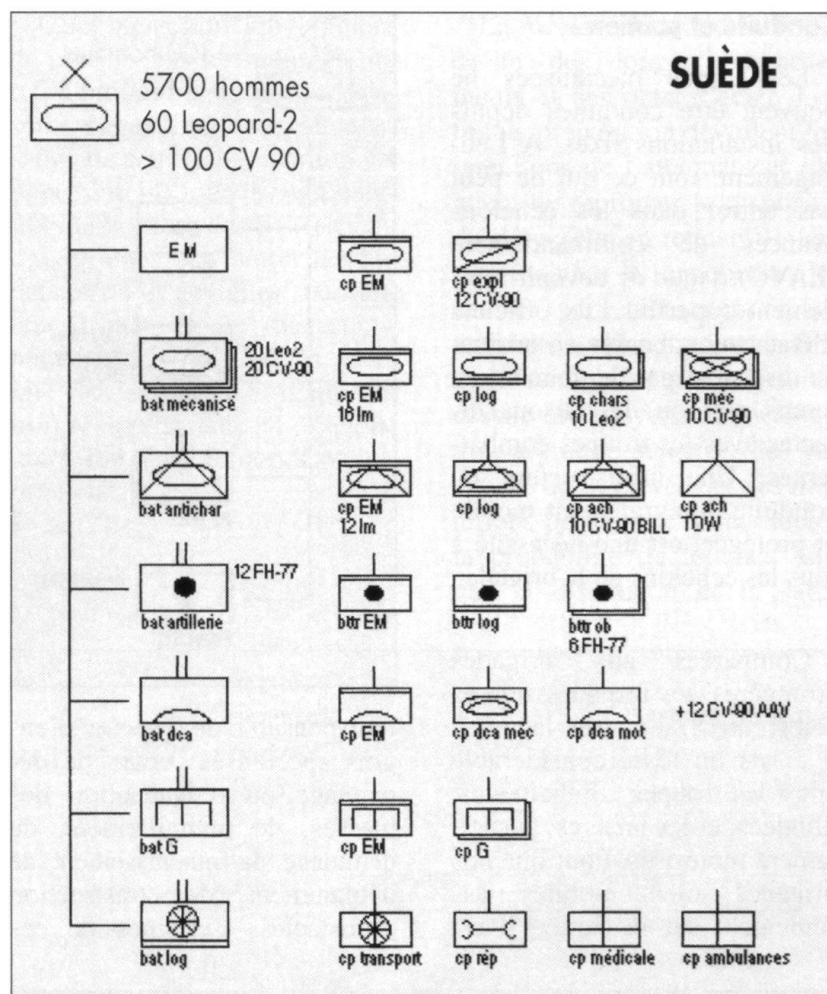
Autonomie

L'organisation des unités dépend en grande partie de leurs missions et des types d'engagement. Les unités destinées à opérer dans le cadre de divisions reçoivent de ces dernières de nombreux moyens logistiques, de conduite et d'appui. Au contraire, les brigades autonomes nécessitent une importante décentralisation des moyens.

Les brigades américaines ne sont en principe formées qu'au moment de l'engagement, et seulement pour la durée de celui-ci. Cette grande flexibilité nécessite des moyens de conduite performants, ce qui s'obtient aux dépens d'une certaine cohésion (esprit de corps). Une telle organisation n'est guère envisageable pour des unités de milice.

Engagements prolongés

Contrairement à l'infanterie, qui se retranche et tient un front ou un secteur, les formations mécanisées ne sont pas aptes aux engagements de longue durée. Les pertes deviennent exponentielles et le remplacement du matériel perdu ou endommagé problématique. Ainsi les brigades suisses doivent rechercher la décision en attaquant en bloc, puis se retirer rapidement pour se réorganiser; il n'existe pas à proprement parler de réserves. L'héritage de la guerre froide a néanmoins conduit la plupart des armées étrangères à utiliser des



formations blindées pour la défense et le combat retardateur. La subdivision par trois, héritage des tactiques allemandes de 1917, a été remise en cause dans les années 1980. La plupart des brigades comptent aujourd'hui 4 ou 5 bataillons de combat : 2 sont directement engagés, le troisième en réserve, et le dernier protège les arrières et les flancs, nettoie les poches de résistance et consolide le terrain conquis.

Les possibilités actuelles en matière de combat de nuit ou par mauvais temps méritent une réflexion approfondie. Les formations mécanisées doivent

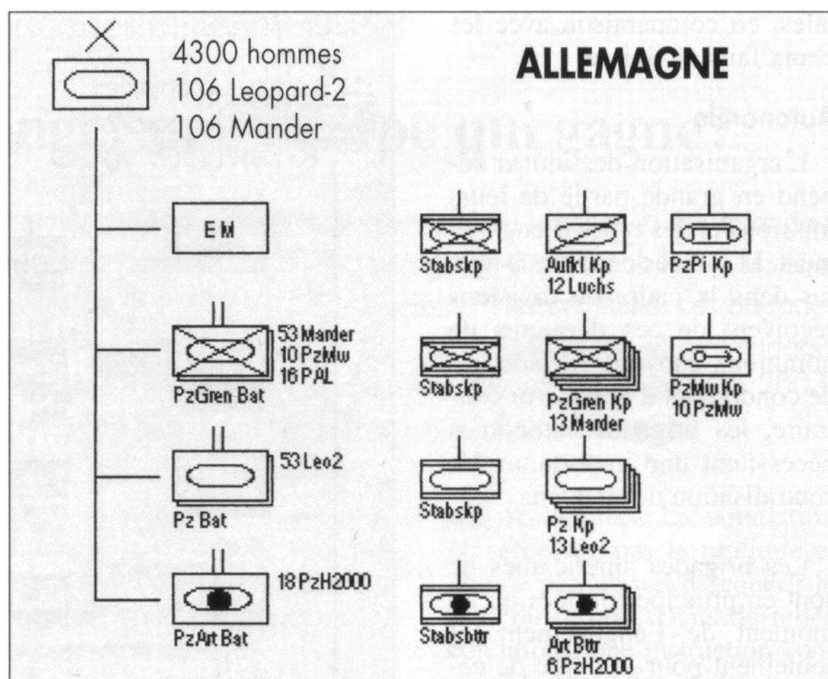
être considérées comme engagées lors de chaque phase de mouvement, pas seulement à partir du contact ennemi. A ce rythme, un engagement ne peut guère être maintenu au-delà de quelques jours. De plus, les travaux indispensables d'entretien et de ravitaillement écourtent le temps de récupération des équipages.

Certaines forces aériennes comptent plusieurs pilotes et équipages par avion. Ce schéma est-il applicable aux véhicules blindés ou faut-il prévoir un système de relève à l'échelon de la compagnie ou du bataillon ?

Conduite et soutien

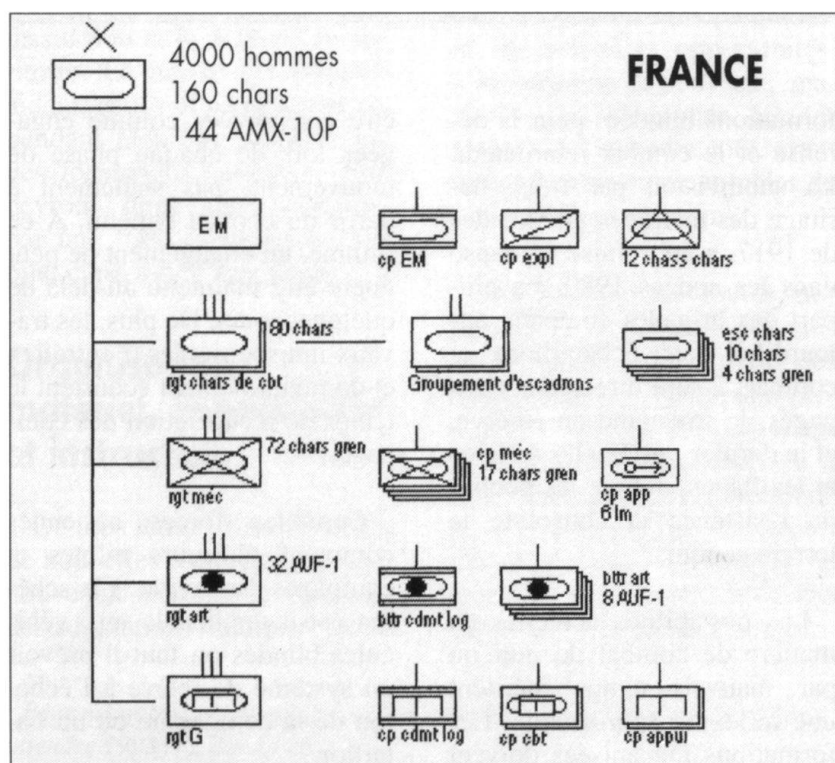
Les unités mécanisées ne peuvent être conduites depuis des installations fixes. A l'engagement, tout ce qui ne peut pas entrer dans les échelons avancés de commandement (EAVC) risque de devenir rapidement superflu. Les officiers d'état-major, laissés en arrière, ne disposent pas de données en temps réel ou de liaisons directes avec les troupes combattantes. Une infrastructure de conduite, intégralement mobile et protégée, est une nécessité à tous les échelons de la brigade.

Comparées aux brigades étrangères, les brigades suisses souffrent de sérieuses lacunes: il existe un fossé considérable entre les troupes combattantes, blindées, et les arrières, partiellement motorisés. Pour que nos brigades soient mobiles, pas seulement sur le papier, il est



indispensable de disposer d'engins spécialisés: chars de dépannage ou d'évacuation des blessés, de ravitaillement, de déminage, de franchissement, de déblaiement, de construction d'obstacles. Certaines de ces

tâches peuvent être accomplies par les compagnies de combat elles-mêmes: la plupart des unités de l'OTAN disposent ainsi de M-113 sanitaires et de chars équipés d'une lame ou d'une charrue anti-mines.



L'aviation et l'artillerie constituent les principales menaces pour les formations mécanisées. Un accroissement de la mobilité tactique et une protection renforcée de la superstructure des blindés sont nécessaires. A terme, divers systèmes anti-missiles devraient être installés.

Malgré l'introduction de systèmes de défense contre avions améliorés (Skyguard) et d'engins guidés de DCA à courte portée (Rapier, Stinger), force est de constater que nos formations mécanisées ne disposent toujours pas d'un «parapluie» mobile et efficace. Les exemples récents démontrent que l'aviation évolue à moyenne altitude, hors de portée de la DCA

légère. Seul un système monté sur châssis blindé est en mesure de survivre à la menace aérienne, d'accompagner les mouvements et de protéger efficacement nos mécanisés.

La protection des unités mobiles repose enfin sur le camouflage. Plusieurs armées disposent déjà de compagnies de leurres à l'échelon de la brigade ou de la division, et sont capables de mener des opérations de déception à l'échelon tactique.

Les grandes tendances

Mécanisation totale

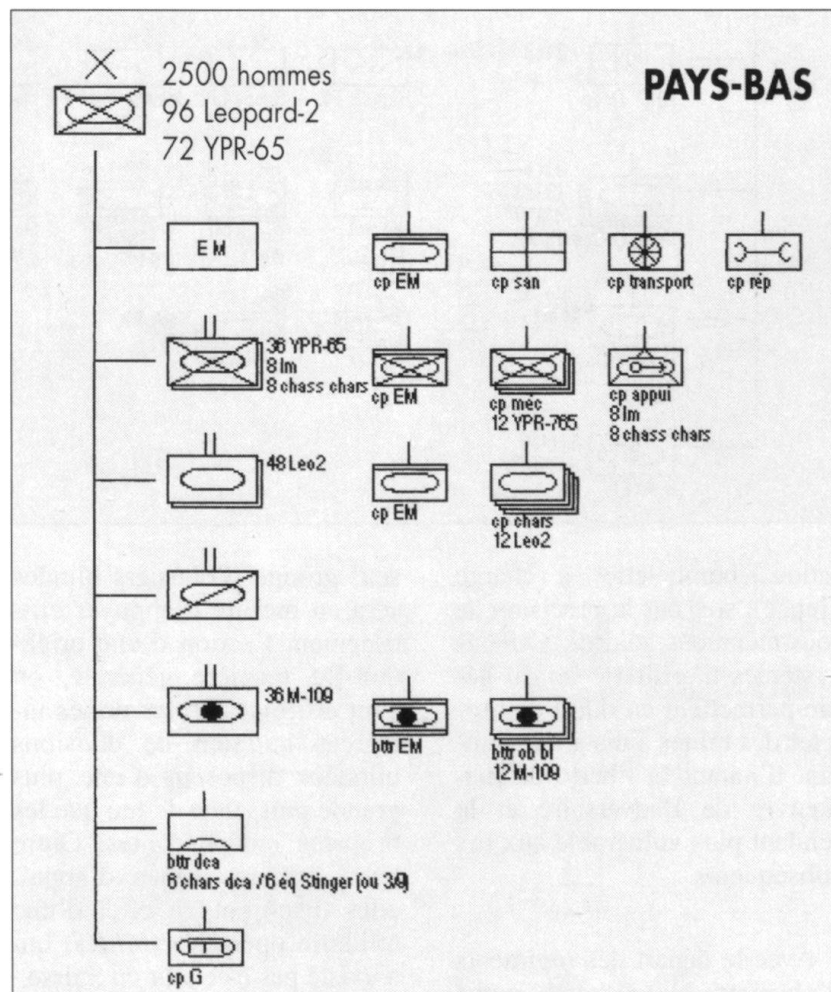
Une unité n'est jamais plus rapide que la plus lente de ses composantes. La mobilité nécessite donc une grande homogénéité : les organes de conduite, d'appui et de soutien sont désormais installés dans des engins chenillés et blindés. Leur relative vulnérabilité par rapport aux abris protégés est cependant compensée par la décentralisation et la mobilité, ainsi que par des mesures de camouflage et de déception.

Augmentation de l'efficacité et de la puissance de feu

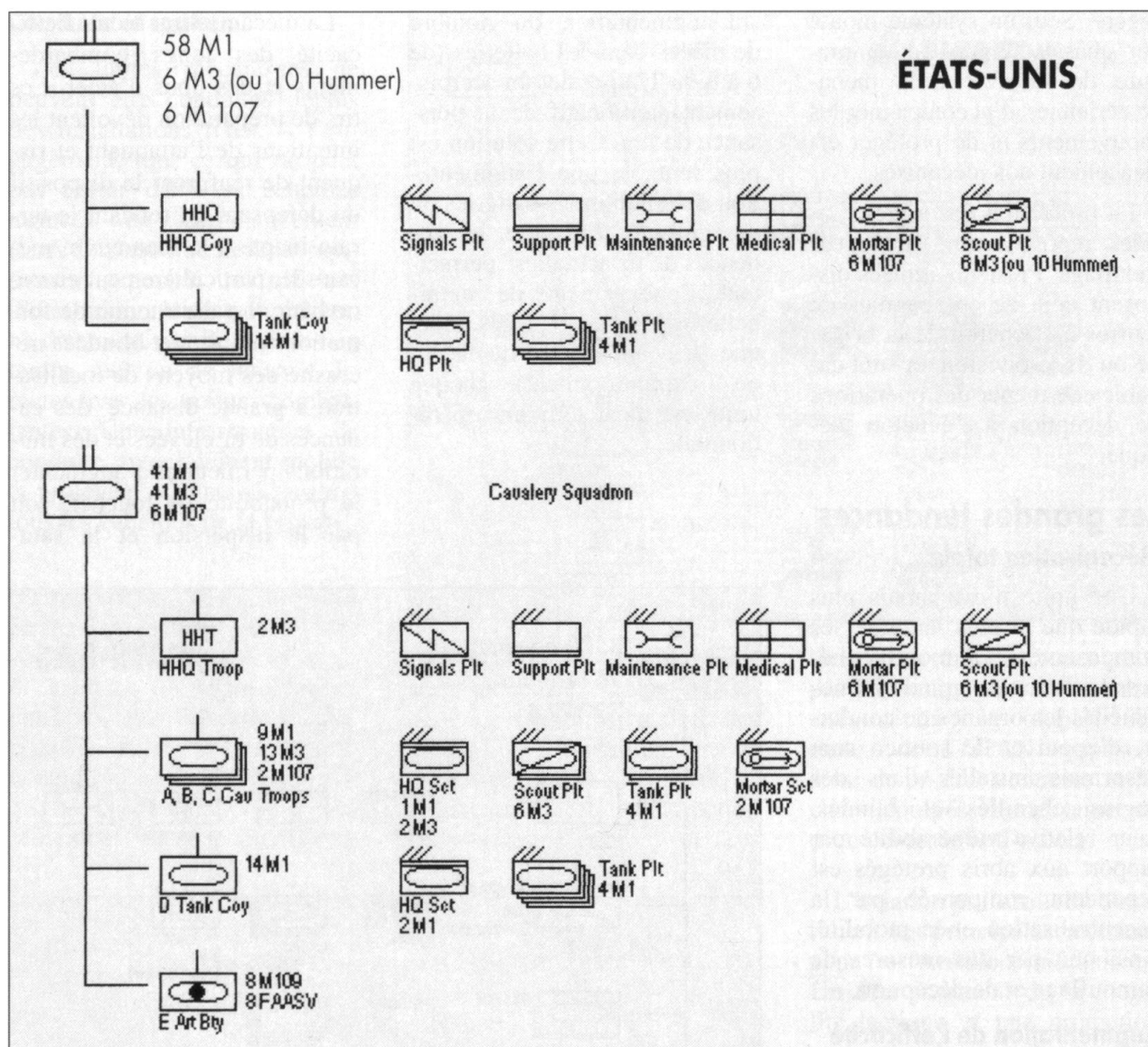
L'attaque nécessite une supériorité locale d'au moins 3 contre 1 en faveur de l'assaillant. Cette supériorité peut s'obtenir par la concentration des forces, mais aussi par la concentration des feux. Le déplacement rapide et précis de ceux-ci nécessite la mise en réseau des armes d'appui ainsi qu'un accroissement des portées et des zones battues par le feu.

L'augmentation du nombre de pièces dans les batteries (de 6 à 8 ou 12) permet un accroissement significatif de la puissance de feu. Cette solution est plus rentable que l'augmentation du nombre des batteries ou des groupes. En outre, les cadences de tir actuelles² permettent l'engagement de demi-batteries de 4 ou 6 pièces, alors que les autres se déplacent ou réamunitionnent : chaque unité est ainsi toujours opérationnelle.

La mécanisation réduit l'efficacité des longs bombardements et des obus d'acier. Les tirs de préparation dévoilent les intentions de l'attaquant et risquent de renforcer le dispositif du défenseur en rendant le terrain inapte à la manœuvre mécanisée, particulièrement en zone bâtie. La destruction de formations mobiles et blindées nécessite des moyens de localisation à grande distance, des cadences de tir élevées et des munitions permettant d'augmenter la probabilité de toucher, soit par la dispersion et la satu-



² Les obusiers blindés modernes disposent de chargeurs automatiques permettant le tir de séries de 3 à 6 coups en 15-30 secondes. Le nouveau calibre standard 155mm/L52 à charges modulaires permet une portée accrue (30-35 km) et facilite les manipulations.



ration (bombelettes à charge creuse), soit par la précision de sous-munitions guidées. Certains systèmes d'artillerie ou du génie permettent en outre de projeter des mines à distance, limitant d'autant la liberté de manœuvre de l'adversaire et le rendant plus vulnérable aux tirs subséquents.

Avec le départ des régiments d'obusiers blindés des corps d'armée de campagne pour le corps d'armée de montagne, il est illusoire de penser qu'un

seul groupe d'obusiers blindés sera en mesure d'appuyer efficacement l'action d'une brigade. De manière générale, on peut affirmer que les unités intégrées au sein de divisions blindées disposent d'une plus grande puissance de feu que les brigades indépendantes. Outre leurs propres armes d'appui, elles disposent en effet d'une artillerie opérative (MLRS) qui n'existe pas à ce jour en Suisse.

L'artillerie opérative est en mesure d'empêcher le défen-

seur de se soustraire à l'assaut, d'isoler les formations ennemies de leurs renforts et de prévenir les contre-attaques. Elle combat et affaiblit l'ennemi qui n'est pas encore directement engagé. Ce concept se résume par le sigle américain FOFA (*Follow On Forces of Attack*).

Coopération interarmes et décentralisation des moyens

Les moyens de conduite deviennent de plus en plus centralisés, alors que les moyens de combat se trouvent de plus

en plus dispersées. Aujourd'hui, même les plus petites unités disposent des trois composantes fondamentales que sont le feu, le choc et la protection, à l'exemple du groupe de grenadiers de chars, avec son véhicule blindé et ses armements variés.

En contrepartie, toute action nécessite une coordination poussée: chars, grenadiers, génie, armes d'appui, défense anti-aérienne, etc. Les différentes ar-

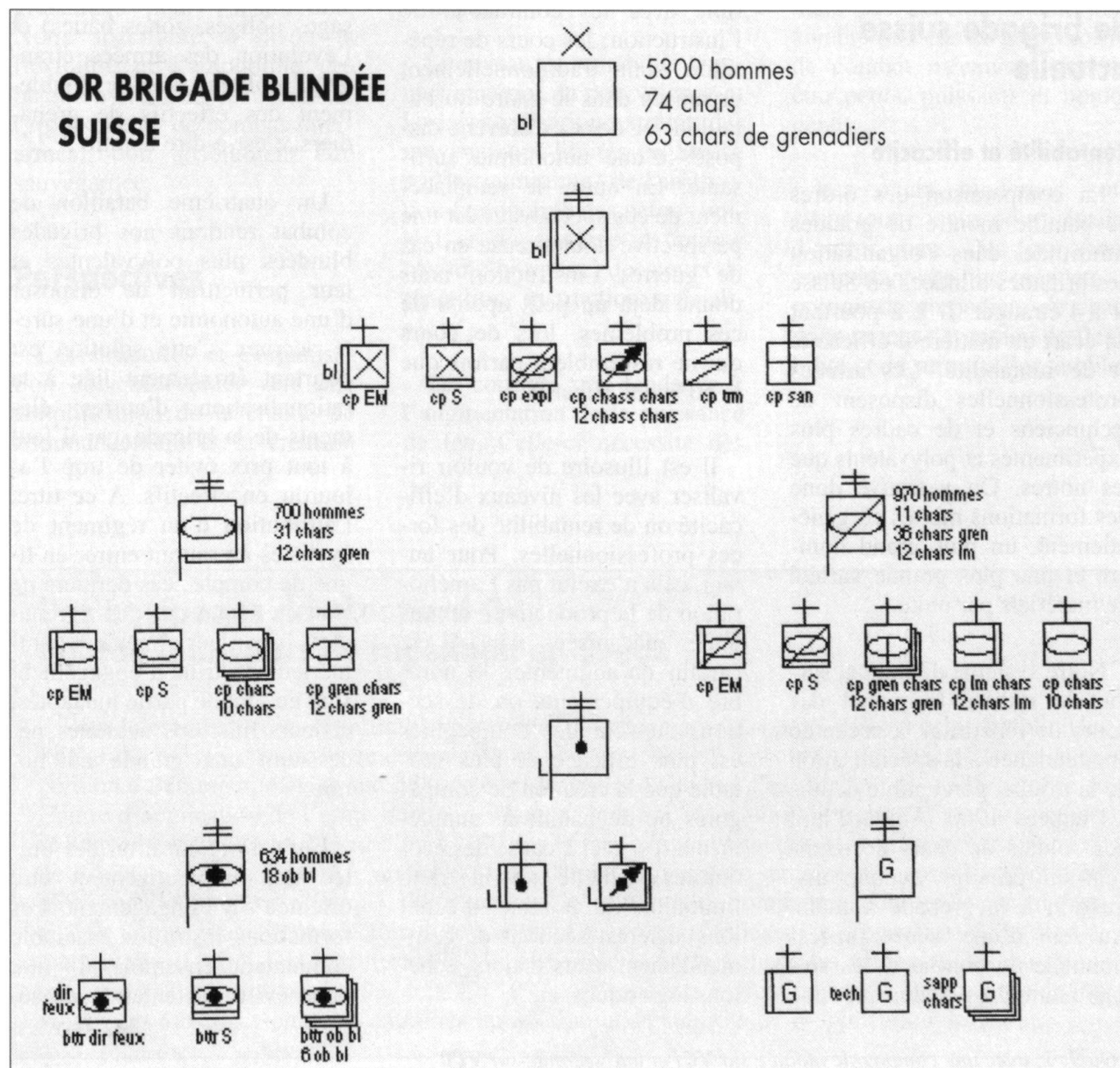
mes ne sont plus engagées successivement mais simultanément, car chacune d'elles permet, dans son domaine précis, de compléter l'effet des autres.

Flexibilité d'emploi

La mise en réseau de l'infrastructure de conduite (C³I) permet la transmission de données en temps réel, à partir des sources les plus diverses. Chaque engin de combat équipé d'un tel système dispose donc des renseignements les plus ré-

cents, et peut également y ajouter ses propres observations. On parle d'unités «digitalisées».

Paradoxalement, de tels systèmes limitent la liberté d'action des unités. Chaque «abonné» est rapidement submergé par une masse d'information difficile à gérer. D'autre part, l'interconnexion des réseaux de transmission et de conduite mène à une dépendance et à une centralisation plus grande



de celles-ci. La conséquence est l'augmentation de la mainmise des états-majors sur les unités subordonnées, qui risquent ainsi de voir fondre leur autonomie et leur flexibilité. Il faut veiller, dès la phase de conception de tels systèmes, à ne pas compromettre la clarté de l'information d'une part, la liberté de manœuvre des subordonnés d'autre part.

Forces et faiblesses de brigade suisse actuelle

Rentabilité et efficacité

La comparaison des ordres de bataille montre de grandes similitudes dans l'organisation des brigades blindées en Suisse et à l'étranger. Il y a pourtant un écart en matière d'efficacité et de rentabilité. Les armées professionnelles disposent de techniciens et de cadres plus expérimentés et polyvalents que les nôtres. On y trouve donc des formations mixtes et, généralement, un plus grand nombre et une plus grande variété de matériels par unité.

Notre système de milice, surtout le rythme bisannuel des cours de répétition, a accentué une tendance à la spécialisation de la troupe, perceptible depuis les années 1960. Aujourd'hui, nos soldats de chars ne reçoivent en principe aucune instruction à la grenade à main. Au sein d'une armée professionnelle au contraire, les soldats sanitaires reçoivent une

formation de base qui inclut par exemple la défense anti-char...

Cette situation est particulièrement visible dans les armes techniques. Nos compagnies d'état-major et de services représentent la moitié des effectifs d'un bataillon de chars. Centraliser ou transférer ces compétences au niveau de la brigade, comme c'est le cas dans plusieurs armées professionnelles, n'est guère compatible avec les contraintes de l'instruction: les cours de répétition sont traditionnellement organisés dans le cadre du bataillon, et ceux-ci doivent disposer d'une autonomie suffisante. En outre, le remplacement de ces spécialistes est une perspective douloureuse en cas de guerre; l'instruction nous donne déjà un petit aperçu de ces problèmes, lors de cours qui ne rassemblent parfois que le 50 % des effectifs...

Il est illusoire de vouloir rivaliser avec les niveaux d'efficacité ou de rentabilité des forces professionnelles. Pour autant, cela n'exclut pas l'amélioration de la productivité de nos unités mécanisées. Ainsi il est certain qu'augmenter le nombre d'équipements ou de sections au sein des compagnies est plus efficace et plus rentable que la création de compagnies ou de bataillons supplémentaires, ceci à cause des économies d'échelle et de la stricte limitation du nombre d'échelons arrières (sections de commandement, états-majors, échelons logistiques, etc.).

Les moyens informatisés modernes doivent servir à réduire les effectifs et le travail des états-majors, non à l'accroître. La chaîne de commandement doit demeurer aussi simple que possible (corps, brigade, bataillon).

Engagement interarmes

Le ratio chars/ grenadiers de chars, actuellement 3:1, ne semble plus répondre aux exigences d'aujourd'hui. Les missions de sûreté et de nettoyage, les contraintes du terrain (passages obligés, zones bâties) et l'évolution des armées étrangères militent pour le doublement des effectifs de grenadiers, c'est-à-dire le ratio 2:2.³

Un quatrième bataillon de combat rendrait nos brigades blindées plus polyvalentes et leur permettrait de disposer d'une autonomie et d'une sûreté accrues. Cette solution est pourtant étroitement liée à la rationalisation d'autres éléments de la brigade, car il faut à tout prix éviter de trop l'alourdir en effectifs. A ce titre, l'attribution d'un régiment de cyclistes ne saurait entrer en ligne de compte; ces derniers ne sont en aucun cas des «grenadiers bis»: leur armement comme leur doctrine d'engagement sont en grande partie inadaptés, et leurs missions actuelles nécessitent une grande autonomie.

Enfin l'organisation des unités doit impérativement être orientée sur l'engagement. Les formations instruites ensemble combattent ensemble. Il faut donc éviter la tentation de sé-

³ Ou 3: 2, avec une compagnie montée sur VCI et une seconde sur VTT.

Comparaison des brigades blindées suisses et étrangères

Pays	Bataillons (chars/inf)	Effectif	Chars/chars gren/ob bl
Allemagne	2/2	4300	106/106/18
France	4/1	4000	160/144/32
Pays-Bas	2/2	2500	96/ 72/36
Suède	2/1	5700	60/ 72/ 0
Suisse	2/1	5300	74/ 63/18
USA (exemple)	2/2	6000	120/120/24

parer les unités de chars et de grenadiers pour l'instruction. Notre spécificité, à savoir la flexibilité et l'autonomie des bataillons blindés et mécanisés (groupements de combat inter-armes), doit absolument être sauvegardée.

Perspectives

Les structures et l'organisation doivent évoluer vers une simplification de la chaîne de commandement et la création

d'organes de conduite allégés et mobiles.

Le niveau de rentabilité hommes/matériel, la polyvalence et la décentralisation extrême des moyens sont limités en Suisse par les contraintes de l'instruction (autonomie des petites unités) et du système de milice (rythme bisannuel des cours de répétition, instruction spécialisée).

On constate une tendance à l'augmentation de la puissance de feu. Celle-ci nécessite des

unités de feux plus grandes mais pas nécessairement plus nombreuses, car les groupements de combat mécanisés doivent être petits, puissants et homogènes.

Les chars modernes sont avant tout conçus pour détruire d'autres chars. Des formations comportant une plus grande proportion de grenadiers de chars donneraient davantage de flexibilité et de sûreté à l'ensemble.

A. V.

Des équipages de « Leopard-2 » ont fait leur cours de répétition en Suède

Pour la première fois, 71 militaires provenant de compagnies *Leopard-2* des 5 brigades blindées de l'armée suisse, constitués en compagnie ad hoc, ont effectué leurs trois semaines de cours de répétition à l'étranger, dans le sud de la Suède ! Le cours de cadres s'est déroulé dès le 18 octobre au Centre d'application de l'arme blindée à Thoune ; le lundi 25 octobre, la troupe et ses instructeurs se sont envolés de Belp, à bord d'un *C-130* des Forces aériennes suédoises, pour se rendre au camp de Revinge, dont la superficie atteint 80 km². Durant la première semaine du cours, l'accent a été placé sur l'instruction technique. Des exercices de section et de compagnie, couronnés par un exercice de compagnie à double action avec une unité suédoise, composent le programme de la deuxième semaine. La troisième est réservée à l'instruction de tir. Les chars, les véhicules, les munitions sont mis à disposition par les Suédois. En 1997, des aspirants avaient déjà travaillé au camp de Revinge ; des Suédois viennent s'entraîner sur les simulateurs du Centre d'application de Thoune.